

Un « impact sur la robustesse électrique » : gare à la multiplication des data centers en Île-de-France

Une trentaine de projets d'implantation sont en cours de développement sur ce territoire le plus attractif de France, avec déjà plus de la moitié des projets en cours de développement, amené à se renforcer à l'avenir, pose notamment.

Par Agnès Vives et Marine Legrand

Le 29 mars 2025 à 07h00

Abonnés Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article.

75 · Paris

91 · Essonne

92 · Hauts-de-Seine

93 · Seine-Saint-Denis

94 · Val-de-Marne

95 · Val-d'Oise

77 · Seine-et-Marne

78 · Yvelines

60 · Oise

Transports

Toutes les actualités locales



Selon un décompte de l'Institut Paris région de 2023, la région compte déjà plus de 160 sites de stockage de données (ici Scaleway, à Saint-Ouen-l'Aumône, dans le Val-d'Oise, en décembre 2023). LP/Olivier Arandel

Réagir

Enregistrer

Écouter l'article

00:00/00:00

Transmettre un rapport par courriel, garder ses factures dans le cloud, envoyer une vidéo à ses proches... Des gestes devenus quotidiens. Mais toutes ces données sont forcément stockées quelque part : dans [les data centers](#). Et c'est peu dire qu'en Île-de-France ils grignotent sérieusement du terrain. Selon la préfecture de région, les terres franciliennes concentrent « plus de la moitié des projets nationaux » et reçoivent « quatre à cinq nouvelles demandes d'implantation par mois ».

Rien d'étonnant, c'est le territoire qui compte le plus de sièges de société. Des entreprises qui ont besoin d'héberger leurs données à proximité, d'avoir des systèmes informatiques rapides et sécurisés, qui plus est depuis l'avènement du télétravail. Dans son étude de 2023, l'Institut Paris région (IPR) en décomptait plus de 160. Depuis, une trentaine de projets s'ajoutent ou se superposent, selon Gianluca Marzilli, chef de projet data à l'IPR.

À lire aussi « Assurer un développement soutenable » : un sénateur de l'Essonne voudrait soumettre les data centers à une taxe sur l'eau

Peut-être plus, car les acteurs locaux n'ont parfois connaissance des projets que lors du dépôt de permis de construire. Le cabinet EY et l'association France Datacenter, qui représente et fédère les acteurs de la filière, prédisent ainsi dans une étude de novembre 2024 que la filière va investir 12 milliards d'euros en France d'ici à dix ans, dont 86 % en région francilienne.

Une offre et une demande « en constante augmentation depuis 2016 »

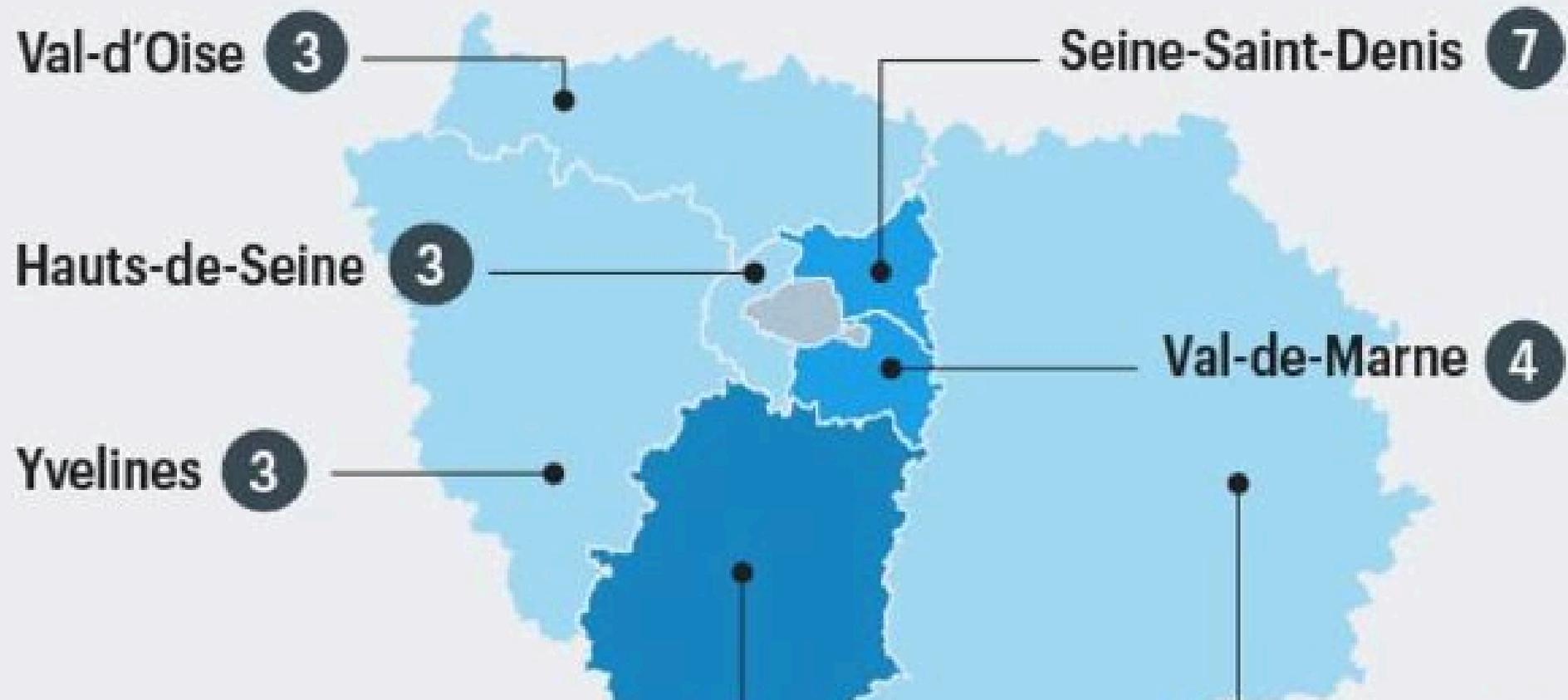
La plus grande usine numérique de France est prévue sur 41 500 m² à [Dugny](#), en Seine-Saint-Denis. Longtemps, ce département a été le plus prisé, véritable carrefour d'interconnectivité, aux nombreuses friches industrielles où se sont développés les géants Equinix, à Saint-Denis, [Interxion](#), à [La Courneuve](#)... Mais aujourd'hui, les implantations foisonnent bien au-delà.

Île-de-France

31 projets de data centers à raccorder

Nombre de projets par département

● Moins de 4 ● de 4 à 8 ● Plus de 8





Rien que dans le Val-de-Marne, quatre sont sur le métier. Le plus avancé, à Villeneuve-Saint-Georges, baptisé « PAR II », de 60 000 m², verra le jour sur [l'ancien site logistique Signify \(ex-Philips Lighting\)](#), avec deux centres de données de 12 salles informatiques chacun et la création d'un transformateur électrique haute tension de 2 250 m². À la manœuvre, on trouve Goodman France. L'expert en immobilier d'entreprise a acheté ce terrain de 14 ha en 2022 pour 209 millions d'euros.

Un autre tout aussi important est dans les tuyaux à Rungis, en lisière du parc Icade. L'aménageur le confirme : l'offre et la demande sont « en constante augmentation » depuis 2016.

Newsletter Ça me rapporte

La newsletter qui améliore votre pouvoir d'achat.

[Inscrit](#)

[Toutes les newsletters](#)



Même si l'Essonne au foncier bien plus disponible qu'en petite couronne devient le nouvel eldorado et aligne en ce moment neuf nouveaux projets.



Goodman développe un projet de double centre de stockage de données à Villeeneuve-Saint-Georges sur l'ancienne friche de Signify. (Vue d'architecte) DR

L'explosion de tous ces hôtels à processeurs à l'appétit vorace n'est pas sans conséquence. L'Institut Paris région pointe dans sa dernière étude un « impact considérable sur la consommation électrique et sur la robustesse du réseau électrique, dans un contexte d'augmentation des besoins ».

Installés au plus près des sources électriques

Il n'y a qu'à regarder où sont situés les sites en question. Goodman a choisi une friche proche du poste électrique source de Villeneuve-Saint-Georges, « situé à 350 m à vol d'oiseau et qui possède les capacités de fournitures nécessaires au projet sans venir pour autant surcharger le réseau local », souligne Goodman. Il sera toutefois nécessaire de créer une double liaison électrique souterraine de 225 000 volts sur 1 km entre le poste source et le site.

À noter : 42 générateurs de secours seront installés, ainsi que des cuves d'hydrocarbures pour les alimenter afin de pallier une éventuelle panne d'électricité. En général, ces défaillances durent quelques minutes par an. Sur Paris-Saclay (Essonne), l'un d'eux a cependant fonctionné pendant deux cent soixante-dix heures...

À lire aussi « Il va falloir cohabiter » : privé de foncier, Paris cherche de la place pour accueillir ses data centers

Le cas de Villeneuve-Saint-Georges est représentatif. Ces centres de données numériques s'installent au plus près des sources électriques. EDF l'a bien compris en proposant de son côté des sites quasi « prêts à l'emploi », comme [son ancienne centrale thermique à Montereau-Vallée-de-la-Seine](#) (Seine-et-Marne).

À l'heure actuelle, RTE, le gestionnaire du réseau de transport électrique, enregistre 31 nouveaux projets validés et qu'il va falloir raccorder. En deçà de 40 mégawatts, c'est Enedis qui est chargé du raccordement. Mais tous ne sont

pas en pleine puissance dès leur ouverture.

Un quart de la consommation électrique francilienne en 2040

D'ici à 2040, ces usines numériques pourraient représenter un quart de la consommation électrique en Île-de-France, qui, selon les projections, devrait passer de 60 TWh à 110 TWh. Faut-il alors craindre un risque de pénurie ? À trop envoyer d'e-mails, devra-t-on réduire nos lessives ? Et à quoi s'attendre en cas de nouvelle crise énergétique comme à l'hiver 2022 ?

« Les perspectives sur les capacités du pays à accompagner l'augmentation des besoins sont rassurantes », estime Jean-Philippe Bonnet, directeur adjoint Stratégie, prospective et évaluation chez RTE. Et si l'Île-de-France ne produit pas d'électricité, RTE travaille à « adapter » les réseaux, dans le cadre d'un schéma décennal qui doit être finalisé en 2026.

D'ores et déjà, des pistes existent pour acheminer davantage d'électricité vers la région de la capitale. « Depuis plus d'un an, un projet est de renforcer le réseau côté Orléans pour amener davantage d'électricité, détaille Jean-Philippe Bonnet. De même, la Normandie, avec ses centrales et son parc éolien développé, connaît un excédent d'électricité qui peut être utilisé pour approvisionner l'Île-de-France. »

Un renouvellement des vieilles lignes haute tension en cours

Et RTE fait valoir que la plus forte consommation électrique de ces hôtels à processeurs se fait l'été, pour leur refroidissement, période où les Franciliens n'ont plus besoin de chauffage. D'ailleurs, ils n'ont pas que des inconvénients. La chaleur qu'ils produisent par leur activité, dite fatale, peut être reversée dans les réseaux de

chauffage urbain. Pour le cas de Villeneuve toujours, le site doit produire une puissance estimée à 24 GWh/an. De quoi éviter le rejet de 5 500 tonnes de CO₂ par an, selon les modélisations.

Dans le même temps, les techniciens de RTE font face à une course effrénée pour renouveler les lignes à haute tension vieillissantes de 225 000 V, qui irriguent la région depuis plus de cinquante ans. « Elles sont remplacées par des technologies plus efficaces pour faire passer davantage d'électricité », explique Jean-Philippe Bonnet.

Mais alors que les demandes affluent les unes après les autres, RTE appelle à « une planification » pour « avoir une organisation optimisée et au meilleur coût ». Vivien Molinengo, responsable Affaires publiques Île-de-France, cite en exemple à suivre le sud de la région, notamment les territoires des agglomérations Grand Paris Sud et Cœur d'Essonne, où RTE va mener dans les prochaines années des projets de renforcement du réseau.

« Il faut un schéma d'aménagement national »

Les collectivités plaident elles aussi pour une organisation de cette croissance des data centers dans la région. C'est le combat de Grégoire de Lasteyrie (Horizons), président de Paris-Saclay, [terre de recherche](#), aux premières loges des demandes des porteurs de projets en Essonne. Sur ses terres, 23 data centers de tailles différentes sont en exploitation, 20 autres tapent à la porte.

« On peut difficilement piloter cela, il faut un schéma d'aménagement national, plaide-t-il. Car le risque est que les Gamam (*Google, Apple, Meta, Amazon et Microsoft, ex-Gafam*) prennent les meilleures positions, le foncier comme la production d'énergie ne sont pas des ressources infinies, avec le risque que la France ne puisse pas installer ses propres data centers. »

À lire aussi « Le danger d'une perte de contrôle » : pourquoi l'intelligence artificielle est un gouffre énergétique

Alors chaque collectivité met en place ses propres outils. À Rungis, la commune a ainsi modifié son plan d'urbanisme pour concentrer les data centers dans un secteur donné. Mais, au-delà, les élus plaident aussi pour faire bouger les lignes en matière de fiscalité. « Ils sont considérés comme des entrepôts et paient peu de taxes, alors qu'ils brassent des centaines de millions d'euros », argue le maire de Palaiseau.

Celui de Rungis fait par exemple miroiter 860 000 euros de cotisation foncière des entreprises et 545 000 euros de taxe sur le foncier des propriétés bâties. Côté emplois : 160 postes opérationnels directs (responsables de sites, ingénieurs en chef, ingénieurs d'exploitation, techniciens informatiques, logisticiens, agents de sécurité...) et environ 300 emplois indirects. [Le campus Equinix en Seine-Saint-Denis forme d'ailleurs des techniciens.](#)

Un développement qui devrait s'accélérer, selon tous les acteurs rencontrés. « L'intelligence artificielle dite générative, qui nécessite des supercalculateurs, va encore venir bousculer tout cela », prédit Gianluca Marzilli, qui étudie toujours le sujet à l'Institut Paris région. [Mistral AI](#) prépare déjà le sien à Bruyères-le-Châtel (Essonne). Lors du [Sommet pour l'action sur l'IA](#), en février, sur les 35 sites annoncés en France, sept doivent atterrir en Île-de-France. La préfecture de la région le reconnaît, les data centers sont aujourd'hui « un enjeu sur le plan de l'aménagement, de l'environnement et de l'énergie ».

[Voir tous les commentaires](#)

Économie
